



C'est la république qu'on assassine !

Une enseignante d'histoire-géographie de l'académie de Grenoble

17 octobre 2020

Bonjour,

Je suis professeur d'histoire-géographie. Comme bon nombre de Français, j'ai été choquée par l'assassinat d'un de mes collègues. Cet acte odieux ne devrait pas avoir lieu en République.

Mais ce qui est odieux, aussi, c'est le discours tenu par les dirigeants de cette même « République ».

Ces dirigeants qui tous les jours assomment les enseignants d'une charge de travail démesurée, les menacent s'ils protestent, les traitent de « radicalisés » quand ils s'insurgent contre des réformes mortifères.

À l'heure actuelle 4 collègues de l'Académie de Poitiers, du lycée de Melle, sont suspendus administrativement (pas d'intervention du judiciaire) depuis des mois pour avoir fait valoir leur droit de grève contre les nouvelles épreuves de bac. Voilà une drôle de manière pour le ministre de l'Éducation Nationale de défendre la liberté d'expression.

Qui se souvient de Christine Renon, directrice d'école, qui s'est suicidée l'année dernière, incriminant dans sa lettre d'adieu, l'institution qui l'emploie et qui à force de la pressurer et de faire reposer sur ses épaules une charge de travail telle que cela l'a conduite à n'avoir comme seule solution pour s'y soustraire que d'échapper à la vie.

Se souvient-on de ces profs de lycée qui avaient fait valoir leur droit de grève en juillet 2019 en refusant de rentrer dans l'ordinateur les notes des copies de bac qu'ils avaient corrigées. Cette grève visait à faire savoir à tout le monde que la réforme du bac mise au point par Jean-Michel Blanquer mettait l'école et leur métier en danger. Jean-Michel Blanquer n'avait eu d'autres réponses que la menace de sanction à l'encontre d'enseignants qui avaient simplement exercé leur droit de grève et leur liberté d'expression. Ces mêmes « serviteurs de la République » dont le ministre de l'Éducation Nationale parle aujourd'hui... Ils les avaient traités de criminels à ce moment-là.

Depuis la rentrée, les professeurs et les personnels de l'éducation nationale dans leur ensemble, font face à la quasi absence de protocole sanitaire ; à des classes surchargées, à la gestion du présentiel et du distanciel (il y a beaucoup d'élèves absents à cause du virus) ; à de nouveaux programmes infinis que les élèves ne peuvent assimiler ; à des épreuves de bac qui vont commencer au mois de janvier prochain et pour lesquelles les enseignants n'ont pas le temps de former leurs élèves ; à une masse de travail démesurée ; à une pression de la part de l'institution, des élèves (angoissés par l'avenir), des parents (angoissés par l'avenir de leurs enfants). Et quand les enseignants ont le malheur de dire que tout cela conduit l'École à sa perte, qu'ils n'ont pas le temps de former des élèves, des citoyens, et qu'à la place de cela ils font de l'abattage comme le prévoit « l'école de la confiance », expression inventée par Jean-Michel Blanquer destinée à masquer la réalité de « l'école de la défiance ».

Au quotidien, chaque enseignant est pris dans un tourbillon d'injonctions contradictoires, est pris en étau entre le discours institutionnel (technocratique et autoritaire) et la réalité du terrain et les contraintes de l'humain.

Et quand les professeurs protestent, la seule réponse qu'ils trouvent chez cette République qui les emploie, ce sont des menaces (retenues sur salaire, procédure pour faute professionnelle, suspension administrative...) : un tournant répressif a été pris, la liberté d'expression se transformant en coquille vide.

Alors oui les crimes comme celui qui a eu lieu hier sont à punir fermement. Mais les terroristes du quotidien, les gens les plus dangereux pour l'École et la liberté d'expression, sont ceux-là mêmes qui les portent aux nues aujourd'hui, le temps de la médiatisation de cet attentat. Ce sont eux qui pierre par pierre détruisent cette École républicaine qu'ils feignent d'appeler de leur vœux : en supprimant des postes d'enseignant ; en mettant en concurrence les disciplines, les établissements, les élèves, en façonnant des programmes, des épreuves, des rythmes scolaires impossibles à tenir ; en faisant de l'École un lieu exclusivement destiné à l'évaluation et à la sélection des élèves plutôt qu'un lieu de la formation et de l'émancipation ; en laissant des enseignants s'enfoncer dans la détresse des quartiers dits « sensibles »...

Que fait le ministère de l'Éducation Nationale pour promouvoir la dignité des enseignants, pour signifier qu'ils sont des agents du service public à qui tout un chacun doit le respect ? Que ces gens ont une mission d'intérêt général et qu'ils ne comptent ni leur temps ni leur argent pour la remplir ? Et qu'au nom de cela, ils doivent être traités correctement ? Jean-Michel Blanquer n'a jamais défendu la dignité des enseignants, il a fait le contraire. En fragilisant le statut des enseignants (rupture conventionnelle, suppression des CAPA et CHSCT, retraites), Jean-Michel Blanquer donne le signal que l'on peut se prendre impunément à eux. En laissant l'image des enseignants fainéantants prospérer dans l'opinion publique et dans les médias, Jean-Michel Blanquer ne contribue-t-il pas à rendre les professeurs vulnérables, ne contribue-t-il pas à livrer ces fameux « serviteurs de la République » en pâture à des gens gagnés par le fanatisme et l'irrationnel ? En les maintenant dans une solitude face aux problèmes sociaux qu'ils sont chargés de résoudre, en en faisant des remparts contre tous les obscurantismes, contre toutes les théories du complot ; en leur demandant d'être les garants de l'ordre moral, du respect des biens, des personnes, des institutions alors que tout ce qui se passe en dehors de l'école est à l'opposé des valeurs républicaines que les enseignants ont pour mission de promouvoir ; quand un président parle de ceux qui « sont tout » et de « ceux qui ne sont rien » alors qu'il est écrit au fronton des écoles « Liberté, Égalité, Fraternité », quand les discours professés à l'école restent de vaines paroles car la réalité de notre monde démontre le contraire on est en droit d'interroger la responsabilité de nos dirigeants.

Les lignes de fracture de cette République une et « indivisible », c'est à l'école qu'elles sont dessinées. Et Emmanuel Macron pourra dire le contraire, ses propos ne sont pas performatifs, le réel a toujours raison sur les discours.

Contrairement à ce que dit le Président, nous sommes divisés, en fonction de nos classes sociales, en fonction de notre couleur de peau... Et la République ne fait rien pour réduire ces inégalités qui se transforment en divisions irréductibles. L'École a perdu son âme, sa vocation, son caractère sacré. Mais cela, ce n'est pas le crime des terroristes. C'est le crime de ceux qui, à la tête de l'État, dénoncent les terroristes.

J'espère que cette réalité là du métier d'enseignant sera aussi relayée sur vos antennes, dans vos journaux en parallèle de l'analyse du crime dont a été victime ce professeur d'histoire-géographie.

Je vous remercie pour cela.

le CDE38 : « Collectif Défense Éducation 38 »

